

Robert Pelletier

Chroniqueur municipal

Par Nicole Beaulieu, pigiste

Dans le milieu journalistique, Robert Pelletier a la réputation d'un gars débrouillard, vite sur ses patins, qui se trouve partout à la fois.

N'empêche, j'angoisse. Aura-t-il la mine vermoulue de ceux que l'ennui ronge de l'intérieur? Sept ans qu'il tient la chronique municipale du Journal de Québec, le pauvre. Sept ans de vaches maigres (me dis-je) courir les chiens écrasés de la politique avec un petit p, cela en fait des lundis gris à son agenda.

Le voici attablé au Marie-Antoinette où il m'a donné rendez-vous. Regard direct, poigne de main ferme. Un brin essoufflé. Une faim de loup. C'est qu'il a passé la matinée à faire des courses, pendant que Chow Chow, sa jeune chienne folâtre, se prélassait à la maison.

Chroniqueur municipal en plus! À 34 ans, la force de l'âge.

Il ne se plaint pas. Pour tout dire, il a l'air content. La serveuse ne lui a pas encore apporté ses œufs au bacon, qu'il a entrepris l'éloge de son domaine: «L'avantage avec le municipal, c'est qu'on a moins l'impression d'écrire dans le beurre que dans bien d'autres secteurs: rares sont les articles qui ne suscitent aucune réaction. On traite de sujets concrets qui touchent le citoyen de très près, on peut donc susciter de très beaux débats de fond».

Au terme d'une semaine fertile en primeurs, il occupe aujourd'hui presque toute la page sept de son journal avec trois nouvelles. L'une porte sur les relations de travail, l'autre sur l'environnement et la troisième, la principale, sur une école à relocaliser. Simultanément, il pince trois cordes sensibles qui feront vibrer bien des Québécois.

Prenons cette histoire d'école qui devait être construite à Saint-Augustin mais ne le sera pas, faute de place. Un beau cas. Ça en dérange du monde: des parents aux courtiers en immeubles, en passant par les contribuables des deux villes. Écrire là-dessus, c'est faire mouche à coup sûr. «Ce matin, pleins de parents de Saint-Augustin ont dû s'appeler», dit-il, savourant déjà son effet.

Puis, un éclat de lumière dans la voix: «Jamais la Commission Bélanger-Campeau n'aura autant d'impact que le déménagement d'une école...»

Il y a 15 ans, Robert Pelletier, étudiant en journalisme au Cégep de Jonquière, était revenu scandalisé de sa pre-

mière assignation au conseil municipal: des élus s'y étaient livrés une affligeante bataille de coqs. Manquer à ce point de sérieux, était-ce possible?

En 1984, pourtant, c'est lui qui insiste auprès de la direction du Journal de Québec pour obtenir le municipal que le quotidien songe à laisser tomber. Il l'obtient. Mais il devra s'imposer. Pas facile. En plus de défendre un secteur mou de l'information, il porte les couleurs d'une entreprise qui dérange. Bien des becs se pincent sur son passage.

Certes, il connaît le domaine. Au Saguenay, entre 77 et 79, il a fréquenté les hôtels de ville pour le compte d'hebdomadaires. Mais comme tout nouveau venu dans n'importe quel milieu, il doit faire son nid, noircir son carnet d'adresses et de numéros de téléphone, organiser ce délicat réseau qui permet de débusquer l'information en dehors des voies officielles. Il n'y a pas que les séances du conseil dans la vie d'un reporter. Un bon reporter doit avoir des yeux tout le tour de la tête, et surtout, oser sortir des sentiers battus.

«Le défi? C'est de gagner la confiance de la fonction publique». Sans elle, comment traiter ces rumeurs, oui-dire, intuitions qui conduisent aux «scoops», vertes primeurs qui font la fierté de tout journal?

Aujourd'hui, Robert Pelletier n'a que du bien à dire de la fonction publique municipale qu'il trouve «rapide, efficace, excellente». Il soutient en outre que le Québec compte un nombre croissant «d'élus de qualité». Plus faciles d'accès qu'il y a 15 ans? Il le croit.

C'est que les temps changent, pardi. Portés au pouvoir par des gens plus instruits, les élus savent qu'ils ne peuvent plus œuvrer en vase clos. Ils doivent montrer un plus grand souci de transparence.

Ainsi, les portes de l'hôtel de ville s'ouvrent: aux séances du conseil, le citoyen a droit à une, parfois même deux périodes de question. Oh! ce n'est pas encore la ruée. À moins qu'un problème ne galvanise la population, l'assemblée se résume très souvent à une poignée de «sénateurs», promoteurs, contestataires, observateurs de passage, badauds. Un peu plus nombreux qu'autrefois, ils s'amènent pour des motifs différents: hier le contribuable venait réclamer un bout de trottoir, aujourd'hui il demande la cueillette sélective des ordures ménagères ou l'assainissement des eaux. L'écologie draine du monde. Pas autant, cependant, que le compte de taxes...

En bien des endroits, cette poignée de spectateurs constitue la seule opposition. Phénomène nouveau, les équipes arrivent au pouvoir en bloc, avec des majorités écrasantes. Robert Pelletier s'en inquiète: sans opposition, l'information circule moins, et ça complique le travail du journaliste.

Heureusement qu'entre édiles et scribes, les relations s'améliorent. «Nous sommes de moins en moins vus comme des pit bulls, des fauteurs de troubles... Les rapports sont davantage basés sur le respect mutuel».

Avec les années - grâce en partie au travail des agents d'information partout présents - les rouages de la communication se sont assouplis. Mais il y a un hic : si les élus comprennent mieux les médias, ils savent en revanche mieux s'en servir et les... déjouer. Faut dire qu'avec la *Loi d'accès à l'information*, les administrateurs frileux ont beau jeu. Le système a appris à se servir de cette loi qui est pourrie pour nous. « Quand tu gênes, ils t'envoient là, et ça peut prendre un mois avant de connaître les résultats, faut vraiment pas être pressé... »

Le danger pour le chroniqueur municipal ? « C'est, répond-il, d'en arriver à écrire pour une clique... »

Plus le milieu est petit, plus le risque augmente. Pas facile de garder les coudées franches quand le seul reporter de l'hebdo local rencontre M. le Maire chaque fois qu'il va déjeuner au restaurant du coin. Sans l'appui de pairs, la pression peut devenir écrasante. Robert Pelletier en sait quelque chose, lui qu'un maire saguenéen, courroucé par sa prose, menaçait d'expulsion.

Et puis il y a le confort de l'habitude, les liens qui se tissent mine de rien. Les sympathies ? « J'aime beaucoup certaines personnes mais ça ne m'a jamais empêché de faire mon métier », jure-t-il. Reste qu'il ne fréquente guère le milieu en dehors du travail.

S'il faut craindre les accointances, il faut d'abord se méfier de la myopie. À son avis, le reporter doit savoir s'élever au-dessus du cas particulier, juger du pourquoi des décisions et en évaluer les impacts.

Robert Pelletier a ses idées. Adeptes du regroupement - il voit trois ou quatre villes dans la région, pas plus, et se passerait bien des commissions scolaires - il croit que les citoyens ne peuvent plus se permettre le luxe d'interminables chicanes de clochers et que leurs problèmes doivent être pris dans une large perspective ; en conséquence, il privilégie les histoires qui ont une portée régionale et valeur d'exemple. Il a de l'idéal aussi : il considère que le journaliste peut contribuer à l'amélioration de la société. Un joli savoir en plus : à force de patauger dans les affaires des villes, il en sait plus que bien des jeunes maires.

Mûr pour la politique, peut-être ? Jamais ! l'ex-attaché politique du péquiste Hubert Desbiens préfère prêter une oreille critique à l'orchestre qu'y jouer.

Journaliste au parlement, alors ? La question le fait rire. Il s'amuse de cette propension qu'ont certains - de moins en moins nombreux cependant - à juger de la valeur d'un journaliste d'après son lieu de travail. Non, la colline ne l'attire pas.

Il songe à changer de secteur, il l'avoue. Pas qu'il soit malheureux. Il fait le boulot qu'il a toujours voulu faire, ses patrons lui laissent toute latitude, (même qu'ils apprécient sa façon de recouper des éléments disparates pour leur donner sens et relief, le rédacteur en chef me l'a dit), il s'entend bien

avec son collègue François Bourque (ils sont deux maintenant, preuve que le secteur va bien), leurs textes sont mis en valeur dans le journal et portent au dehors : « On a acquis du rayonnement et de la crédibilité, je crois qu'on réussit à faire réfléchir », fait-il, satisfait.

Alors, pourquoi partir ? Il répond qu'il a envie d'aller remuer la poussière des rues, là où il est plus facile de tailler dans le vif de l'émotion.

Robert Pelletier a bien mangé. La cafetière est vide depuis longtemps. Dans quelques minutes, il ira rejoindre des amis de passage. Quand il ne travaille pas, le citoyen de Beauport joue au golf ou fait du ski de randonnée. Il lit. Écoute de la musique. Et s'amuse comme un petit fou avec la télé interactive, joujou qui lui a fait bouffer plus de télé en deux mois qu'en dix ans.

Misère ! Il va partir sans répondre à la question que j'étais venue lui poser : qu'est-ce qui le fait donc courir aux quatre vents ? Un dernier coup de sonde. « J'aime jouer le rôle de point d'interrogation dans la société », ose-t-il enfin. « J'aime "boulechiter" les beaux grands plans qui n'ont pas de bon sens ».

C'est donc ça : le plaisir de tirer sur les fils à peine visibles du non-sens, de l'aberration, de l'absurdité ; l'amour des cailloux qui vont réveiller les eaux dormantes de la démocratie.

À la table d'à-côté, un homme lit le Journal de Québec.

- « Regarde, dit-il.

- Quoi ?

- Le gars, là.

L'homme, en effet, a le nez dans la page sept.

- Tu vois, c'est ce qui me fait plaisir. »

Être lu. Telle est la récompense du journaliste. Susciter le débat, tel est son modeste pouvoir.

« Un pouvoir fragile, constate Robert Pelletier. Les réponses ne nous appartiennent pas, nous devons nous contenter des questions ».

MUNICIPALITÉ, juin 1991